

### La situation économique

● (2050)

Le député d'Oshawa (M. Broadbent) a proposé que le gouvernement profite du congé de Noël pour élaborer une politique économique. Notre gouvernement en est un qui aime imposer des délais au Parlement, aux gouvernements provinciaux et à la population en général. Pourquoi ne lui fixerait-on pas un délai à son tour? Pourquoi n'exigerait-on pas que, le 12 janvier, lorsque la Chambre reprendra ses travaux, il revienne avec un projet de politique économique? Nous voudrions voir une politique qui soit non seulement une mesure humanitaire visant à aider les Canadiens qui sont dans le besoin, mais encore une politique économique qui ouvre des perspectives pour l'avenir, de sorte que les Canadiens n'aient pas à s'inquiéter de la sécurité de leur emploi, de l'avenir de leurs enfants, qui devrait être plein de promesses dans un pays comme le nôtre. Cela vaudrait mieux que de rejeter tout le blâme sur les Américains, de dire que le gouvernement ne peut rien faire ou d'inviter les pauvres à mieux administrer leur maigre budget.

Le gouvernement du Canada devrait revenir en 1981 avec une politique économique, une position économique acceptable, de sorte que les Canadiens soient enfin servis plutôt que desservis par le gouvernement actuel.

**Des voix:** Bravo!

**M. Clark:** Où est le ministre des Finances?

**Mlle MacDonald:** Le ministre des Finances a peur.

**M. McGrath:** Il se cache derrière son pupitre.

**L'hon. John C. Crosbie (Saint-Jean-Ouest):** Monsieur l'Orateur, le ministre des Finances (M. MacEachen) demeure silencieux. Le ministre des Finances est le plus taciturne que le Canada ait jamais connu, mais c'est compréhensible. Il n'est pas capable de se lever pour expliquer son apathie et réfuter les arguments du chef du Nouveau parti démocratique (M. Broadbent) et du chef de l'opposition officielle (M. Clark).

Depuis neuf mois et dix-huit jours, le gouvernement se livre à de viles insinuations et à des attaques malavisées et partisans contre les provinces, contre les dirigeants de l'industrie du pétrole et du gaz, contre le secteur privé en général, contre les investissements étrangers et même contre les investissements canadiens, ce qui explique que nous nous retrouvions aujourd'hui avec un dollar canadien qui oscille entre 82 et 83c., sa cote la plus basse en 47 ans. Cela explique aussi qu'aujourd'hui, le taux d'escompte de la Banque du Canada soit à 17.36 p. 100, soit le plus élevé de notre histoire. C'est pourquoi le taux préférentiel est aujourd'hui à 18.25 p. 100, c'est un record, le triple de ce qu'il était il y a 10 ou 12 ans, alors que la loi sur les banques fixait à 6 p. 100 le taux maximal auquel les banques pouvaient prêter. Ce soir, le taux préférentiel est à 18.25 p. 100.

Et tout cela, sous l'autorité de l'actuel ministre des Finances. C'est pour cela que l'inflation est aujourd'hui de 11.2 p. 100, alors qu'il y a exactement six semaines, il nous prédisait qu'elle serait en 1980, de 9.7 p. 100 et de 10.2 p. 100 l'année prochaine. Il y a actuellement 787,000 chômeurs. Selon les propres prévisions du ministre, il y en aura 1,026,000 l'année prochaine. Si l'on parle en termes de chômage réel, et que l'on inclue les chômeurs qui ne cherchent plus de travail parce qu'ils n'ont plus d'espoir d'en trouver, le nombre des chômeurs dépassera largement le million.

C'est pour cela que le déficit du budget est de 6.2 milliards, ce qui correspond aux prédictions du ministre pour cette année. Si le cours du dollar canadien est si bas, c'est que depuis sept ans, sept années d'intrigues politiques et de manigances de la part du gouvernement, le budget est déficitaire et que pendant tout ce temps, le Canada a vécu aux dépens du reste du monde. En sept ans, la dette internationale du Canada a atteint 30,8 milliards. Il n'y a rien d'étonnant donc à ce que notre monnaie montre de tels signes de faiblesses et que nous soyons obligés de nous aligner sur les taux d'intérêt des États-Unis. Cela vient du fait que nous avons un gouvernement sclérosé, fatigué, cynique et arrogant, une clique toujours en vadrouille. Ils sont trop occupés à se donner mutuellement des coups d'encensoir pour s'occuper de ce qui se passe au niveau de la population depuis leur accession au pouvoir il y a dix mois.

Il y a neuf mois et 18 jours, le gouvernement a cessé de s'inquiéter des locataires, dont il se souciait tant l'automne dernier, des propriétaires et des acheteurs éventuels de maisons, des jeunes, des vieux, des chômeurs et de ceux qui habitent des régions défavorisées. Qu'est-il advenu à tous ceux dont le gouvernement se désintéresse depuis si longtemps? On dirait qu'il a oublié qu'à Terre-Neuve par exemple le douzième du revenu total provient des prestations d'assurance-chômage. Il feint de l'oublier tout en essayant d'écraser Terre-neuve parce qu'elle défend ses droits en ce qui concerne les gisements sous-marins de pétrole et de gaz ainsi que ses droits constitutionnels. Il s'est complètement désintéressé de ceux qui ont faim et de ceux qui habitent des régions défavorisées. Le premier ministre (M. Trudeau) conseille aux vieillards et aux affamés de dépenser moins pour le transport, leur loyer et leur hypothèque et plus pour l'alimentation.

Le gouvernement a complètement laissé tomber les questions qui le préoccupaient lorsqu'il était dans l'opposition. Il a voulu donner l'impression qu'il pouvait tout régler. Il nous a accusés de tous les maux économiques qui se sont manifestés pendant notre bref passage au pouvoir mais qui pourtant se préparaient depuis 12 ans. Les libéraux ont laissé entendre qu'ils pouvaient tout régler. Comment ont-ils fait cela? En déclarant par exemple, comme le critique des finances l'a fait à la Chambre des communes le 6 novembre 1979:

Les libéraux et moi-même exigeons que des mesures soient prises immédiatement pour empêcher que cette politique conservatrice du taux d'intérêt élevé ne fasse souffrir des millions de Canadiens et leur famille.

Quel était alors le taux d'intérêt? Il était de 14 p. 100. Les libéraux étaient pris de compassion pour les Canadiens qui se trouvaient dans une situation catastrophique à cause du taux d'intérêt, qui est pourtant aujourd'hui de 18.25 p. 100. Quelles mesures le gouvernement prend-il maintenant? Nous avions quant à nous proposé les obligations pour l'expansion des petites entreprises, un crédit d'impôt au titre de l'intérêt hypothécaire et de la taxe foncière et un crédit d'impôt à l'énergie pour aider les économiquement faibles, mais les libéraux réclamaient quand même des mesures pour mettre fin aux difficultés causées par les taux d'intérêt élevés en vigueur sous les conservateurs. Le 10 mars 1980, le critique financier de l'opposition étant devenu ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Gray), il s'est déclaré satisfait de la nouvelle politique de taux d'intérêt flottant de la Banque du Canada. En est-il encore satisfait aujourd'hui, au taux de 17.36 p. 100?